

Sous les pavés ... des territoires et des Hommes

Session extraordinaire du club prospective
Vendredi 30 août 2019 – La Rochelle

Compte rendu des échanges

En l'absence imprévue d'Olivier Bouba Olga, le programme a été remanié :

- Emilie Ruin, élève ingénieure territoriale en cheffe a présenté « au pied levé » les points principaux de son essai *Pour un nouveau récit territorial*
- Bruno Cassette, Directeur général des services de la Métropole Européenne de Lille et Laurent Trijoulet, Directeur de cabinet du CNFPT ont quant à eux accepté de nous livrer les conclusions qu'ils tiraient des présentations et échanges de la matinée.

Synthèse du récit territorial d'Olivier Bouba Olga par Emilie Ruin

L'objectif d'Olivier Bouba-Olga est de déconstruire le discours autour des métropoles. Ce discours suppose selon lui que ces dernières seraient les lieux essentiels de créations de richesses et d'emplois et que cela justifierait, au nom de la « mythologie CAME » (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) qu'elles bénéficient d'un soutien prioritaire afin de rivaliser dans le jeu de la compétitivité mondiale ; le supplément de richesse produit devant permettre à l'Etat de dédommager les perdants.

Selon Olivier Bouba Olga, cette théorie rencontre 3 écueils majeurs :

1/ la capacité de création n'est pas l'apanage des métropoles. En effet, les économies d'échelle peuvent se créer à partir de la rencontre de 2 acteurs.

2/ Les données manquent pour parvenir à une connaissance précise de ce qui se passe réellement dans les territoires, notamment les données qualificatives. Il serait donc nécessaire de réinterroger les modes d'observation des territoires pour montrer ce qui les relie au lieu de les opposer et en finir ainsi avec les concurrences territoriales. Il est également nécessaire de s'attarder davantage sur la réduction des inégalités et transition écologique.

3/ les politiques publiques doivent être réinterrogées pour construire des politiques génériques capables de s'adapter aux territoires. Il faut repartir des problèmes et réalités du quotidien plutôt que

sur des catégories de comparaison territoriale. C'est pourquoi la notion même d'expérimentation qui doit générer une généralisation doit être remise en question car il est important de reconnaître la différence. Il conviendrait de mettre en avant la mise en œuvre de politiques différenciées plutôt que d'expérimentations.

Table ronde

Célia Escurat¹, DGS et Aurélie Jouve, Directrice Qualité, Prospective et Evaluation, Haute-Corrèze Communauté ont présenté l'ambition du projet de territoire de cette nouvelle intercommunalité XXL issue de la fusion de 6 communautés de communes et regroupant 71 communes sur 2 départements. Les défis à relever sont le départ en retraite de 3000 actifs dans les prochaines années, la difficulté à recruter, à affirmer en terme de qualité de vie et d'accueil de nouvelles populations. L'ambition est de poser la ruralité comme une force en garantissant un très haut niveau de services pour le territoire, en maintenant la proximité et en accompagnant les acteurs plutôt qu'en faisant à leur place.

Les deux projets présentés s'inscrivent dans cette logique :

- La ferme des « 1000 veaux », fruit de la coopération de plus de 45 éleveurs, a permis le développement d'une nouvelle activité économique sur le territoire : l'engraissement des animaux, tout en valorisant le savoir-faire des éleveurs locaux, en développant le lien social et en améliorant l'impact environnemental de la filière élevage de ce territoire.
- Le 2e projet vise à couper les critiques sur la perte de proximité suite à la fusion avec la création d'un service accueil et vie locale. Cela a permis de conserver le lien avec les anciennes antennes et à mettre en œuvre des actions concrètes de démocratie participatives, notamment avec les jeunes.

Les intervenantes soulignent enfin l'importance de savoir écouter les acteurs de son territoire et d'aller à leur rencontre. Par exemple, les secrétaires de mairie sont appelés toutes les semaines.

En termes de coopération avec les autres acteurs publics, la fusion des communautés de communes a permis d'accroître la visibilité du territoire à l'échelle régionale même si l'éloignement demeure une préoccupation. La Région Nouvelle Aquitaine ainsi que les 2 Conseils départementaux, soutiennent le projet de la ferme. La gouvernance de l'intercommunalité et la coopération avec les 71 communes et les intercommunalités voisines est en cours de consolidation.

¹ Présentation en pj

Magali Della Suda, chercheuse en histoire contemporaine au CNRS, représentante d'un collectif de recherche pluridisciplinaire, a présenté les résultats d'une enquête in situ sur le mouvement des « gilets jaunes ». Cette enquête a été réalisée sans financements autres que ceux débloqués par le CNRS².

Une observation ethnographique de terrain a permis d'analyser la dimension spatiale, le rapport au politique, au syndicalisme et à l'écologie, le rôle des femmes, le rapport aux médias, la question des violences policières. Même si une certaine prudence méthodologique s'impose (les chercheurs n'ont pas la connaissance de l'ensemble de la population mobilisée en France), de grandes tendances ont pu être observées :

- l'importance du rôle des femmes dans certains départements, surtout en termes de coordination ;
- une plus forte représentation des jeunes dans les manifestations et de personnes plus âgées sur les ronds-points, l'âge moyen étant de 47 ans ;
- la distance parcourue entre lieu de résidence et lieu de mobilisation peut s'expliquer par l'attractivité métropolitaine pour les manifestations et la proximité du rond-point. La distance parcourue reflète un rapport au territoire.
- les personnes à revenu modeste sont les plus présentes ainsi qu'une présence importante de personnes présentant un handicap ou une invalidité.
- bien que le mouvement ait débuté sur des considérations fiscales, il y a globalement un consentement à l'impôt qui va de pair avec un fort attachement aux services publics. En revanche, le refus de l'injustice fiscale est fortement affirmé.
- le mouvement est « profane » : il s'agit souvent d'un premier engagement politique avec un rejet important des syndicats et des partis politiques et une volonté de ne pas se positionner à droite ou à gauche, même si les participants sont plutôt à gauche.
- le mouvement transcende les positions car ce sont des personnes qui viennent et non des idéologies qui sont revendiquées.
- le collectif n'a relevé aucune occurrence d'antisémitisme ou de racisme. Ce ne sont pas les personnes qui sont visées mais plutôt les « privilégiés » des élites.

Ces premiers résultats mettent en avant une crise de la représentation couplée à une défiance vis-à-vis de la classe politique. Cette défiance n'exclut toutefois pas une très forte demande de représentation. Il y a un fort attachement à la démocratie mais pas dans sa forme actuelle car elle ne permet pas, selon les personnes rencontrées, d'être entendu. Pour eux, la démocratie ne marche pas.

Ce mouvement pourrait également être le révélateur d'une critique de la métropolisation mise en œuvre depuis une vingtaine d'années. Une métropolisation à marche forcée qui irait à l'encontre des classes populaires (Bordeaux en est l'archétype).

Questions-réponses et échanges avec la salle :

Pourquoi cela ne s'est pas retrouvé dans les résultats aux européennes ?

Le scrutin européen est traditionnellement un scrutin pour lequel ce sont surtout CSP+ qui se mobilisent. Cela vient s'ajouter à la défiance vis-à-vis des partis. Le même mécanisme s'est mis en

² Le site internet va être à jour pour avoir accès aux données. La présentation sera disponible dès publication. Il est possible d'intervenir présenter l'étude dans les territoires

œuvre pour le grand débat qui a été boycotté par les « gilets jaunes ». Les municipales constituent en revanche un vrai enjeu de mobilisation du fait de leur proximité avec le local.

Peut-on considérer que la mobilisation régénérée peut servir de capital sur lequel l'on peut s'appuyer pour recréer du lien social ?

Tout va dépendre de l'attitude des élus locaux. Cela pourra fonctionner dans les endroits où le dialogue s'est installé avec les élus locaux. Les « gilets jaunes » ont envie de construire du « commun ». La demande de maintien des services publics est partagée avec les élus locaux. Cela peut servir de base de dialogue.

La contestation des outils institutionnels et notamment des démarches de participation citoyenne doit nous réinterroger sur nos pratiques. Comment peut-on renouer le dialogue ? Comment cela peut-il marcher si les « gilets jaunes » refusent d'y participer ?

Les cahiers de doléance peuvent être des supports pour entamer un dialogue entre les habitants et la commune (élus et fonctionnaires). L'enjeu est de créer des modes de relation directs et de mettre en place des espaces de remise en cause des décisions et d'amender les projets. L'exemple du Grand Anancy est intéressant à cet égard : une grande concertation a été menée pour construire Anancy 2040 qui a su mobiliser car ils ont su créer de nouvelles formes de participation pour aller chercher les personnes éloignées de ces démarches.

Anthony Giunta, DGS de La Courneuve présente l'atlas des inégalités territoriales^{3 4}

En 2009, le maire de La Courneuve saisissait la HALDE pour discrimination territoriale. En 2018, Le Rapport Cornut- Gentille⁵ a permis de rendre compte, de manière fine, des spécificités du territoire de la Seine-Saint-Denis et d'analyser l'adéquation des moyens d'action de la puissance publique à ces mêmes spécificités. Il a démontré que les moyens consentis par Etat sont très largement inférieurs à ce qui est consentis par ailleurs ainsi qu'une méconnaissance de la démographie des habitants du département. L'enjeu de cet atlas était d'objectiver les données pour mesurer l'accès de La Courneuve au principe d'égalité républicaine. Il a permis d'affiner les données du rapport parlementaire à l'échelle du territoire communal et de mettre en exergue que la situation était encore plus critique à La Courneuve.

Bien que l'Île de France soit une des régions les plus riches d'Europe, il existe une fracture du socle républicain qui concerne tous les territoires. En effet, la population n'a pas vu une amélioration forte de ses conditions de vie. Quelques chiffres : 43% population vit sous le seuil de pauvreté ; 40% chômage des jeunes ; 68% des prof ont moins de 5 ans d'ancienneté ; 1 année de scolarité perdue à cause non remplacement des enseignants ; 160 personnes à accompagner, contre 116 en France pour un conseiller à pôle emploi ; 5 fois plus de professionnels de santé à Paris qu'à la Courneuve ; en France, 29 policiers pour 10 000 habitants, 3 à La Courneuve. Pourtant le territoire du département est riche car il est le 3^e collecteur de TVA en France. Mais cela ne « ruisselle » pas vers les habitants.

Depuis sa publication en avril, ce document commence à être regardé et a suscité une prise de conscience d'un certain nombre d'acteurs. Il ambitionne également de susciter le débat autour de

³ <https://lacourneuve.fr/news/2019/atlas-des-inegalites-territoriales>

⁴ présentation en pj

⁵ <http://www.assemblee-nationale.fr/15/rap-info/i1014.asp>

plusieurs propositions : la création d'une autorité indépendante garante de l'égalité républicaine doté d'un observatoire ; la constitution d'un fonds d'égalité territoriale basée sur le fléchage d'une partie de la TVA ; la mise en place d'un fonds pour l'installation de médecins ; de contrats pour des fonctionnaires expérimentés ; la création d'un service public de la petite enfance ...

Questions-réponses et échanges avec la salle :

Il existe quelques similitudes avec Dunkerque. Cela pose la question de la fiscalité et notamment depuis la disparition de la TP. On observe des disparités d'une commune à l'autre.

Il y a un réel enjeu de remise à plat des services publics. Ex de Puteaux, 4 fois le budget de La Courneuve pour 4 fois moins de charge. Toutefois, il faut être attentif à ne pas opposer banlieue et ruralité car il y convergence sur ces inégalités républicaines. L'enjeu est de traiter les inégalités dans les interstices des politiques publiques.

Quels sont les liens avec les communes voisines ?

Toutes les communes de Plaine commune (sauf St Ouen) sont sur la même longueur d'onde. Malgré cela, la péréquation fiscale et la masse très importante d'investissement (10 à 12 milliard sur les 10 prochaines années) ne devraient pas permettre à la population de décoller.

Conclusions par Bruno Cassette, DGS de la Métropole Européenne de Lille et Laurent Trijoulet, directeur de cabinet du CNFPT

A l'issue de la matinée, plusieurs tendances se dégagent ou se confirment :

- La France est encore considérée dans une logique de conformité territoriale alors qu'il existe un enchevêtrement de systèmes locaux, une diversité territoriale avec une très grande vitalité et une grande implication agents et élus sur les territoires.
- L'échange de bonnes pratiques ne s'impose pas encore avec évidence et fluidité, encore moins entre voisins. Pourtant la géographie des problèmes ne se limite pas aux frontières administratives. Cela pose la question de la coordination et de la coopération entre territoires. Et de l'acceptation de la légitimité de cette coordination.
- Les exemples de la matinée témoignent de la possibilité d'une véritable concertation avec les habitants et usagers d'un territoire est possible et féconde, à condition si l'on trouve les moyens d'éviter une confiscation par les professionnels de la participation citoyenne.
- Nous assistons à une crise profonde sur la responsabilité politique avec une disparition de l'état au profit des territoires et cela pose la question de qui prend la décision.

Et une question demeure, pour prolonger le débat : Faut-il aider les territoires à se développer ou faut-il aider les gens à se déplacer ?